

Les étudiants, des clients et de futurs ambassadeurs

Un étranger sur quatre vient dans le canton de Vaud pour étudier

Analyse d'un cas: le canton de Vaud. Lequel possède, il est vrai, le réseau d'écoles privées le plus dense du pays. A ce jour, aucune instance n'a calculé l'apport des jeunes - ou moins jeunes - étrangers venus étudier dans le canton. Mais leur poids ne fait aucun doute: Vaud capte 30% du total national des étudiants venus d'ailleurs.

De 2002 à 2008, le canton a attiré 34310 personnes désireuses d'y étudier. Chaque année, elles sont plus de 4500 à affluer. Un étranger sur quatre vient sur Vaud pour se former. L'importance des écoles privées, dont les écoles hôtelières, se mesure dans la répartition des origi-

nes des étudiants: en 2009, 42% venaient des pays de l'UE ou de l'AELE, 31% d'Asie.

Cette dernière proportion doit beaucoup au secteur privé, et ce, même si Berne doit donner son autorisation pour les permis d'étudiants demandés par les étudiants chinois, de même que ceux provenant notamment d'Algérie, du Cameroun ou... de Libye. Passé cette restriction, les cantons ont la haute main sur l'attribution des permis pour étudier, même s'ils contrôlent entre autres, la capacité à rentrer ensuite au pays ou la pertinence du cursus, afin de répéter des changements de voix incongrus signalant un statut d'éternel étudiant. C'est aussi une question de surveillance de la qualité des écoles», indique Henri Rothlen, chef du Service vaudois de la population.

En 2008, l'Université de Lausanne

comptait plus de 1800 étudiants domiciliés ailleurs avant de venir suivre des cours, tous niveaux compris (16% du total); l'EPFL, 2800 (42%). Les sites vaudois de la haute école spécialisée, que ce soit en design à l'ÉCAL, en ingénierie, gestion ou musique, accueillent pour leur part 825 étrangers (18%).

Internats: 195 millions
Dans les hautes écoles, les étrangers ne paient pas davantage que les Suisses pour leurs cursus - ce qui fait débat ces temps -, mais durant leur séjour, leur manne, pour le logement et la vie quotidienne n'est pas nulle. De plus, certains irriteront le tissu économique. Malgré la crispation du débat sur les étrangers, et contre l'avis du Conseil fédéral, les Chambres ont d'ailleurs reconnu l'intérêt de cet apport, en acceptant d'octroyer, dès le 1er janvier pro-

chain, un délai de six mois aux diplômés non-UE des hautes écoles suisses, pour trouver un emploi, si leur profil répond à un «intérêt scientifique ou économique pondéré». Parmi les entreprises que le canton attire, l'existence de hautes écoles sur solvaudois constitue un argument, mais parfois insuffisant, ce qui compte, c'est l'éventail cosmopolite des effectifs des écoles, un gain non calculable.

En sus, cette année, 3000 jeunes se seront pressés dans les internats privés, «dont l'immense majorité vient de l'étranger», relève le secrétaire général de l'association des écoles privées, le député Pierre-Antoine Hildbrand. En comptant un coût moyen de 65000 francs, ces hôtes déboursent donc 195 millions par année. Et l'estimation est basse, ne comprenant pas, entre autres, les importants campus du

groupe de formation hôtelière Glion-Les Roches. Tous les jeunes qui repartiront après leurs études auront une attache à la Suisse, non monétisable, mais non négligeable. Henri Rothlen l'illustre: «La formation est un investissement, que nous exportons ensuite.»

Risque d'image?
La tension constante sur cette question des étrangers risque-t-elle de nuire à ce marché éducatif? «Il existe bien entendu un risque sur l'image, et je le mesure», relève Michel Rochat, l'école hôtelière de Lausanne (ÉHL), qu'il dirige, accueillit 1786 étudiants, dont 65% sont étrangers. «Mais la marque de l'ÉHL est connue, et je pense que nos publics s'identifient d'abord à l'école, ensuite à Lausanne et après seulement à la Suisse.»

Directeur de Swiss Learning, qui

promeut notamment les écoles privées dans le monde, Christophe Xavier Clivaz n'a pas constaté d'effet après le vote sur les minarets, par exemple, «j'observe une grande compréhension de la démocratie suisse, les gens savent que nous votons sur tout», sourit-il, en nuanciant: «Des inquiétudes sont plus manifestes lorsque les médias étrangers parlent de gains de liberté droite au parlement...»

A l'association des diplômés de l'EPFL, le directeur Mark Michlbradt acquiesce: «Les qualités scientifiques des institutions suisses sont toujours mises en avant. Après la démonstration peut occasionner des surprises... Mais les gens nous parlent davantage de question de visas.» Pierre-Antoine Hildbrand, lui, se dit pourtant attentif au climat politique, «qui pourrait rendre les choses plus difficiles pour les écoles». N. Du.